

AFRIQUE- UP IN SMOKE?

Le deuxième rapport du Groupe de Travail sur le développement et le changement climatique

L'Afrique- un cas à part en termes de changement climatique

L'Afrique subit déjà les conséquences du changement climatique. Le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), ou IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change), a désigné le continent africain, qui est la région la plus pauvre au monde, comme « le continent le plus vulnérable aux effets prévus du changement car le niveau de pauvreté générale y restreint les possibilités d'adaptation. »

L'agriculture de petite échelle fournit la plupart de la nourriture produite en Afrique et emploie environ 70 % de la population active. Ce simple constat conjugué à la dépendance absolue de l'agriculture envers les pluies signifie que l'Afrique est extrêmement vulnérable à l'imprévisibilité météorologique du climat et à ses extrêmes qui résultent du réchauffement planétaire.

Cette prise de conscience exige un nouveau mode de développement centré sur des stratégies visant à améliorer la stabilité des écosystèmes et la résilience des populations envers le changement climatique. Cela demande un examen critique de chaque politique et de chaque projet sous l'angle de leurs effets, bénéfiques ou néfastes sur la vulnérabilité des populations face au climat. De plus, et surtout, ce problème nécessite une nouvelle approche « sur mesure » et flexible au lieu de stratégies de développement exclusivement fondées sur l'idéologie ultra-libérale.

La fragilité du système agricole n'est pas le seul problème. La forte vulnérabilité du continent est amplifiée par d'autres facteurs tels que la pauvreté générale, les sécheresses et inondations à répétition, l'importante dépendance envers la biodiversité et les ressources naturelles, le poids des maladies et les nombreux conflits armés.

Même si leurs liens avec le changement climatique sont sous-évalués, l'Afrique a bien conscience des menaces de catastrophes naturelles qui pèsent sur elle et des difficultés qu'elles représentent quant à la réduction de la pauvreté. Le Mozambique fit la une de la presse mondiale à la fin du siècle dernier, quand le pays fut submergé par d'immenses inondations. Aujourd'hui on peut lire dans son Plan d'Action pour la Réduction de l'Extrême Pauvreté 2001-2005 que : « *Les catastrophes naturelles (...) constituent un obstacle à la rupture définitive avec certains niveaux et certaines logiques de pauvreté. Par conséquent, les mesures destinées à gérer ces risques sont de la plus haute importance* ». Et, dernièrement, à la Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes de Janvier 2005, les gouvernements ont reconnu qu' : « *En Afrique les catastrophes constituent un obstacle majeur aux efforts du continent pour parvenir au développement durable.* » iii

Malheureusement, même avec un tel niveau de prise de conscience, rien ne remplace une démarche de résolution du problème cohérente et correctement financée.

Projections sur l'évolution climatiqueiv

- Les zones côtières de l'Afrique subissent déjà des problèmes environnementaux comme l'érosion, les inondations et les effondrements de terrain. L'exploitation des ressources côtières, le développement et la pression démographique sont tous impliqués. On s'attend à ce que le changement climatique aggrave encore ces problèmes. Le GIEC prévoit que « le changement climatique va accroître les pressions physiques, écologiques/biologiques et socio-économiques qui s'exercent sur les zones côtière africaines. »
- Il est possible que le réchauffement des zones terrestres s'élève jusqu'à 1.6°C dans le Sahara et dans certaines régions semi-arides du sud de l'Afrique d'ici à 2050.
- On s'attend à ce que les précipitations augmentent sur tout le continent, à l'exception du sud et de la Corne de l'Afrique, où elles devraient baisser d'environ 10 pour cent d'ici à 2050.
- On prévoit que le niveau de la mer s'élèvera d'environ 25 cm d'ici à 2050.

Le dernier rapport du GIEC est formel : le changement climatique aura le plus fort impact sur les communautés qui sont le moins capables d'y faire face. « Les impacts du changement climatique s'abattront de façon disproportionnée sur les pays en voie de développement et sur les populations pauvres de tous les pays, ce qui renforcera les inégalités en termes de santé, d'accès à une alimentation et à une eau saines ainsi qu'à d'autres ressources. » xxxviii

Ces communautés sont aussi les moins responsables de la dégradation du climat. Les communautés les plus démunies d'Afrique sont très probablement les plus vulnérables.

A l'heure actuelle, environ deux tiers de la population rurale et un quart de la population urbaine n'a pas accès à l'eau potable, et le nombre d'individus victimes du stress hydrique ou du manque d'eau est en rapide augmentation en raison de l'urbanisation, de la progression du développement économique et de la croissance démographique. xxvi

En ce moment, selon le Programme de l'ONU pour l'Environnement « 14 pays africains souffrent du stress hydrique ou du manque d'eau » et « 11 pays supplémentaires les rejoindront au cours des 25 années à venir. » xxvii Entre 1970 et 1995, les ressources en eau de l'Afrique ont été divisées par 2,8. xxviii.

On prévoit que le changement climatique va amplifier le problème de plus en plus critique de l'eau en Afrique ; le sud du continent, pourrait être une des nombreuses régions souffrant du manque d'eau à voir encore diminuer le débit de ses ruisseaux ainsi que la capacité de ses nappes phréatiques à « se recharger ». xxix Une baisse des précipitations annuelles moyennes et leur ruissellement aggraverait encore la désertification dans cette région. xxx

.Pour la région du Nil, la plupart des scénarios évaluent la baisse du débit du fleuve jusqu'à 75 pour cent d'ici à l'an 2100. Cela aurait des effets considérables sur l'agriculture, sachant qu'une diminution de 20 pour cent du débit annuel interrompt l'irrigation normale. xxxi. Une telle situation est susceptible de déclencher des conflits

car le partage actuel de l'eau, négocié en période de haut débit, deviendrait intenable.

Des solutions internationales

Depuis peu, la place que peut avoir le développement des nouvelles technologies a été clairement mise en évidence. Comme l'illustre très bien le rapport de la Commission pour l'Afrique, créée sur l'initiative du gouvernement britannique, les gouvernements s'intéressent particulièrement à l'amélioration des prévisions météorologiques en Afrique.

Toutefois, les organisations qui s'occupent du développement s'accordent à dire qu'un des défis les plus urgents et importants à relever consiste à renforcer les communautés en s'appuyant sur tous les échelons de la société, en commençant par la base, et à améliorer leur propres stratégies de résilience afin mieux faire face au réchauffement de la planète. La nécessité de davantage soutenir l'agriculture de petite échelle revient encore et toujours dans les propos des organisations qui oeuvrent dans le développement, ce leitmotiv est directement inspiré de leur expérience du terrain.

Nous pensons qu'il n'est pas besoin d'attendre pendant des années les résultats de nouvelles recherches sur le changement climatique pour investir dans la prévention des catastrophes naturelles. Les gouvernements reconnaissent qu'il faut agir, or, les outils et les méthodes nécessaires à la protection des communautés contre les catastrophes sont au point.

La façon dont les ressources sont attribuées n'est pas figée et il est à craindre que l'accent sera mis sur l'augmentation des moyens scientifiques au détriment d'investissements permettant l'adaptation au niveau communautaire. Ils doivent maintenant être utilisés sans plus tarder à une bien plus grande échelle dans les pays et communautés d'Afrique. Beaucoup d'entre eux n'ont déjà plus d'autre choix que l'adaptation aux changements et demandent des aides supplémentaires pour d'hors et déjà renforcer leur résilience.

A l'heure actuelle, les priorités en termes de dépenses sont inadaptées. Pour chaque dollar dépensé dans la prévention des catastrophes naturelles on en économise 7 dans la réparation des dégâts. Malgré cela, dans le cas du Mozambique, avant les grandes inondations, les demandes en ressources destinées à la prévention des catastrophes ne reçurent que peu de soutien financier, ce qui aboutit à une facture très lourde à payer pour couvrir le coût secours.

Lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD) en 2002, tous les gouvernements se sont engagés à « *apporter une assistance technique et financière afin de renforcer les moyens des pays africains...notamment à l'échelon local, pour une gestion efficace des catastrophes, y compris en matière d'information et d'alerte rapide, d'évaluations, de prévention, de planification préalable, d'intervention et de secours.* » *lxiii*

Il n'est pas besoin d'attendre pendant des années les résultats de nouvelles recherches sur le changement climatique pour investir dans la prévention des

catastrophes naturelles. Les gouvernements reconnaissent qu'il faut agir, or, les outils et les méthodes nécessaires à la protection des communautés contre les catastrophes sont au point. Ils doivent maintenant être utilisés sans plus tarder dans les pays et communautés africaines à une plus grande... ?????

Les recommandations du rapport

En plus des mesures les plus essentielles déjà formulées par le Groupe de Travail sur les Changements Climatiques et le Développement, étant donnée la situation particulière du continent, les propositions suivantes sont considérées comme le minimum requis pour faire face au réchauffement global en Afrique :

- Un soutien considérablement accru à l'agriculture de petite échelle, ainsi qu'une approche de l'agriculture basée sur la maximalisation d'une diversification adaptée. Des systèmes très divers, en contradiction avec les monocultures à but commercial ont démontré à maintes reprises leur plus grande résilience et leur plus grande productivité. Une agriculture fondée sur des ressources artificielles onéreuses et à forte intensité énergétique sera susceptible de souffrir de la montée des prix du carburant et s'ajoutera aux problèmes du changement climatique. Les petits agriculteurs ont besoin d'être soutenus par un climat politique favorable et par une recherche qui s'occupe des problèmes qu'eux-mêmes ont identifiés. L'augmentation de la production est particulièrement cruciale en raison de l'énorme fardeau du sida; pour ce faire il faut des systèmes qui puissent allier les nouvelles connaissances et technologies à la sagesse de la tradition.

- Il est impératif que les pays riches réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre au-delà des objectifs fixés par le Protocole de Kyoto. Au contraire, ils doivent réduire leurs émissions de façon à stopper le réchauffement global afin que les températures ne montent pas de plus de deux degrés au dessus des niveaux préindustriels. Les engagements à réduire les émissions devraient être progressivement revus à la hausse jusqu'à 2012 de façon à mettre les pays sur le chemin d'une réduction de 60% à 80% d'ici à 2050.

- Il faut libérer l'Afrique du modèle unique de développement qu'on veut lui appliquer. Des solutions efficaces pour contrer les effets du changement climatique seront différentes d'une région à une autre en fonction des circonstances locales, d'où le besoin de plus de flexibilité. Le plus grand défi concerne la sécurisation des moyens d'existence.

- Au sujet de la santé, le défi de la communauté internationale est d'aider à inventorier les impacts complexes du réchauffement global, et de s'assurer que toutes les ressources sont disponibles pour les combattre, et que le cadre politique de développement n'aggrave pas la situation. Par exemple, quand le changement climatique met en relief les faibles ressources en eau, une approche dogmatique qui consisterait à privatiser l'eau pourrait facilement accroître la vulnérabilité de millions d'Africains.

- En Afrique, l'exploitation des combustibles fossiles contribue peu au développement ou à la sécurité de la population. Cependant le potentiel du continent en énergies renouvelables est considérable. Les donateurs internationaux et les institutions financières devraient passer de l'investissement en combustibles fossiles à une promotion des énergies renouvelables afin de satisfaire les besoins des

populations, d'améliorer la santé dans les foyers et d'aider l'Afrique à se sortir du « développement polluant ».

- Le réchauffement global représente un grand défi pour la cohérence et la coordination de l'aide. Pour preuve, les donateurs se concentrent énormément sur le rôle des technologies. Toutefois, l'expérience nous enseigne que l'aide à la réduction des catastrophes au niveau local en encourageant la communauté à établir ses propres stratégies de lutte est beaucoup plus efficace et produit des effets autrement plus positifs que la simple gestion des catastrophes météorologiques. Intégrer la réduction des risques des catastrophes en organisant le soutien les secours, la reconstruction, le développement et la réduction de la pauvreté devrait devenir une priorité.
- Des systèmes plus efficaces sont nécessaires afin de s'assurer que l'aide sera parfaitement ciblée et apportée rapidement en cas de catastrophes. Pour assurer que les aides financières recueillies suite aux catastrophes bénéficient au développement sur le long terme, les gouvernements et les agences devraient mettre en place des objectifs pour leur attribution au niveau local ou régional. Cela contribuerait à empêcher les détournements de l'argent affecté aux communautés.
- La communauté internationale devrait mettre en application les accords signés au Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) afin d'aider l'Afrique à se préparer et à atténuer les catastrophes tant au niveau national qu'au niveau communautaire. En vertu de ces accords, cela devrait comprendre la promotion « ...de la planification par les autorités locales de la gestion des catastrophes au niveau des communautés, y compris par des actions de formation et d'information du public.»
- Afin de déterminer leur incidence sur la vulnérabilité des populations face aux effets du réchauffement planétaire, toutes les politiques et tous les projets devraient être soumis à un examen critique qui consisterait à se poser la question suivante : est-ce à l'épreuve et sans danger pour le climat ?
- Tous les financements d'aides à l'adaptation de l'Afrique au réchauffement planétaire devraient être nouveaux et s'ajouter aux financements actuels. De plus, ils devraient être considérés comme un devoir et non comme une aide par les pays riches, qui sont à l'origine de ce problème.

L'AFRIQUE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'importance du climat : Vivre avec l'instabilité et l'imprévisibilité du climat au Sud du continent Africain

Le programme de recherche ADAPTATIVE¹ a étudié comment les agriculteurs perçoivent et réagissent aux changements durant la saison estivale humide au sud du continent Africain.

Depuis des siècles les individus, les communautés et les Etats ont dû faire face et s'adapter à l'instabilité du climat. Ainsi, afin de mieux comprendre comment les sociétés humaines seront capables de s'adapter au changement climatique à venir, il est nécessaire de comprendre les comportements humains et les processus de prise de décision tout en se basant sur les sciences du climat.

Comprendre l'instabilité et l'imprévisibilité

Pour les agriculteurs d'Afrique du Sud les concepts de « sécheresse » ou de « pluies torrentielles » ne sont pas toujours suffisants pour saisir les dynamiques d'instabilité du climat qui peuvent avoir une influence déterminante sur le processus de prise de décision. Des facteurs tels que le *moment* du déclenchement des premières pluies (qui influe sur les conditions de semence des cultures), la *répartition* des pluies durant la période de culture et l'*efficacité* des pluies sont des critères déterminants pour le succès des cultures. Par conséquent, l'amélioration des prévisions de la *sécheresse* ne saurait, à elle seule, être suffisante pour aider les populations à s'en sortir face à l'imprévisibilité et aux changements du climat.

Tableau 1 Caractéristiques des paramètres climatiques pour les trois zones étudiées en Afrique du Sud

<u>Paramètres du climat</u>	Province de Limpopo (région du nord) village de l'étude de cas : MANTSIE	NW Province (ouest de Mafikeng) village de l'étude de cas : KHOMELE	KwaZulu Natal (région de l'est du nord-ouest de la province) village de l'étude de cas : eMCITSHENI
Précipitations annuelles moyennes relevées sur plusieurs années	400-500mm	500-600mm	8000-900mm
Caractéristiques du début de saison	Durée croissante de la saison sèche, arrivée plus tardive de la saison des pluies d'octobre à début novembre.	Les pluies précoces de la saison des pluies sont en augmentation (sept-oct).	Extrêmement variables et de plus en plus imprévisibles. Augmentation des pluies en début de saison, parallèlement, depuis quelques années, une diminution des pluies de fin de saison (fev-mars).
Caractéristiques du milieu de saison	Pendant la saison des pluies, tendance à la diminution du nombre de jours de pluie en nov et dec et à l'augmentation générale du nombre de périodes sèches.	Instabilité dans les quantités et la distribution des précipitations, sans aucune tendance sèche ou humide identifiable.	Augmentation des précipitations durant la première moitié de la saison de culture. Typiquement, on observe des précipitations plus fortes en début de saison qui tendent à s'amenuiser au fur et à mesure qu'on avance dans la saison.
Fréquence des sécheresses	Fréquentes au cours des deux dernières décennies: 1982-3, 1987, 1990 et 1994.	Régulières au cours de 50 dernières années.	Pas de tendance

Les personnes interrogées dans les régions où l'étude de cas a été effectuée faisaient preuve d'une conscience aiguë des changements climatiques. Dans les cas où il y a eu une exposition répétée à un événement particulier, comme la sécheresse à Mantsie, l'habitude et l'expérience montrent que cet événement peut être perçu de façon très différente des autres « événements-surprise » (comme les inondations) qui surviennent moins souvent. Comme disait un agriculteur:

“Il nous est plus facile de faire face à la sécheresse car nous y sommes habitués, les pluies torrentielles ne sont pas bonnes car nous avons besoin de peu mais souvent”

Le climat a beaucoup d'importance: parmi toutes les perturbations dont souffre aujourd'hui la société africaine, tels l'impact du Sida ou les soubresauts politiques, les populations locales considèrent le changement climatique comme un problème particulièrement important.

Le travail d'ADAPTATIVE a identifié plusieurs types de réactions à l'instabilité et au changement. Celles-ci sont exposées dans le tableau 2. Les stratégies constituent soit de simples moyens de « se débrouiller » ou de *faire face*, soit de véritables formes d'*adaptations* aux changements des paramètres des précipitations. Certaines de ces réactions, comme la diversification des moyens de d'existence, ne sont pas spécifiquement liées aux perturbations du climat, mais il faut souligner qu'elles ont été clairement identifiées par les populations rurales, elles-mêmes, comme des réactions *délibérées* déclenchées par le climat. Les définitions suivantes de « se débrouiller » et de « s'adapter » viennent également des gens eux-mêmes.

Tableau 2 : Impacts de paramètres climatiques locaux identifiés et les réactions qu'ils engendrent dans les villages étudiés

MANTSIE		
Paramètres identifiés par groupe de discussion	Impact perçu	Variété de réactions – rapide (faire face sur le moment) et à plus long terme (s'adapter)
Pluie rare Interruptions de la saison des pluies	<p><i>Sur le bien-être du foyer</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Faim • Demande d'assistance alimentaire de la part de la famille et des amis • Maladie et fatigue <p><i>Sur les moyens d'existence dépendant des ressources naturelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte des récoltes • Perte des semences • Moins de fourrage pour nourrir les animaux • Dettes (argent dû pour le labourage) • Les jeunes animaux meurent 	<p><i>Changer les pratiques agricoles – faire face sur le moment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Acheter du sel • Stocker du fourrage • Se rendre en ville pour acheter des semences <p><i>Diversité Spatio-temporelle - s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Manger des fruits sauvages • Observer les plantes et les oiseaux pour décider où et quand planter • Acheter des variétés à pousse rapide de céréales ou autres plantes • Emmener le petit bétail à la rivière ou à un autre village. <p><i>Commercialiser – s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vendre ses animaux • Essayer de lancer un commerce ou autre entreprise

	<ul style="list-style-type: none"> Moins d'herbe 	<ul style="list-style-type: none"> Se rendre en ville pour chercher du travail <p><i>Réseaux- faire face sur le moment et s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Envoyer un membre de la communauté pour demander au gouvernement ce qu'il compte faire en termes d'aide Aller à l'église Demander à la famille vivant ailleurs d'apporter son aide Recevoir ses aides sociales/ sa nourriture Voler
KHOMELE		
Paramètre	Impact	Réactions
Moins de pluie Périodes sans pluie Pluie imprévisible Pluie hors saison Pluie tardive	<p><i>Sur le bien-être du foyer</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Fatigue et faim <p><i>Sur les moyens de subsistances dépendant des ressources naturelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les graines ne germent pas Cela rend la terre moins productive Incidence sur l'organisation – on ne peut pas prévoir les pluies en observant les fleurs des plantes sauvages Herbe de piètre qualité Le bétail meurt Les cultures en pleine terre (non humide) meurent Prolifération des insectes nuisibles Les feuilles changent de couleur Moins d'eau pour les animaux Plus de buissons épineux 	<p><i>Changer les pratiques agricoles – faire face sur le moment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Moudre les tiges de maïs comme nourriture Utiliser du maïs jaune résistant Planter des arbres fruitiers à récolte tardive <p><i>Diversité Spatio-temporelle - s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Utiliser des terres irriguées Manger des fruits sauvages Travailler la terre dans d'autres endroits Récolter du fourrage sur les arbres <i>ironwood</i> (<i>olea capensis</i>) et ramasser des graines sur les plantes sauvages <p><i>Commercialiser – s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Projet de jardins potagers pour améliorer la sécurité alimentaire Formation d'associations pour démarrer une activité commerciale ou autre type d'entreprise Vendre le bétail, en particulier aux enchères Chercher du travail aux pièces Planter des cultures d'hiver Planter des arbres fruitiers à récolte tardive Élever ou produire des espèces indigènes <p><i>Réseaux- faire face sur le moment et s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Demander de l'argent à des parents Recevoir de l'aide du gouvernement, par ex. : de la nourriture pour animaux subventionnée Tenir une réunion de village Les responsables locaux décident ce qu'il convient de faire Recevoir des conseils de l'église

EMCITSHENI		
Paramètres	Impact	Réaction
Saisons changeantes Grêle Sécheresse Gelée Pluie torrentielle Neige	<p><i>Sur les moyens de subsistances dépendant des ressources naturelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de nourriture pour les animaux • Rend la terre encore moins fertile • Les animaux meurent • Pas les moyens d'acheter de bonnes semences • Impossibilité de vendre les récoltes • Manque d'argent (pas de vente de bétail/ de récoltes) • Pas d'argent pour le transport • Les cultures meurent sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> • Se procurer des médicaments <p><i>Changer les pratiques agricoles – faire face sur le moment</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Stocker du fourrage • Construire un abri pour le bétail <p><i>Diversité Spatio-temporelle - s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Changer de type de légume ou de variété de maïs <p><i>Commercialiser – s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Changer de type de légume ou de variété de maïs (lié aux débouchés commerciaux) • Planter des légumes • Vendre du bétail ou des biens • Elaborer des projets • Trouver du travail <p><i>Réseaux- faire face sur le moment et s'adapter</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Emprunter à la famille • Faire une demande pour un aide gouvernementale • Tenir une réunion de village • Prier à l'église • S'informer auprès d'un agent de vulgarisation

Le projet ADAPTIVE a également permis de découvrir que certaines formes de réactions se retrouvaient dans les trois régions étudiées. La commercialisation de productions agricoles de petite échelle était importante dans les trois régions ; elle permettait des rentrées d'argent pouvant alors être utilisées de façon flexible pour subvenir aux besoins du foyer.

Les conclusions de l'étude montrent bien que les inquiétudes au sujet des effets du changement climatique sur les sociétés rurales sont fondées : le changement climatique est une réalité et il touche les activités qui dépendent de l'environnement. Toutefois, loin d'être des victimes passives, les populations reconnaissent les changements les plus subtils des paramètres climatiques et prennent des mesures pour leur trouver des solutions.

Certaines de ces solutions peuvent être extrêmement bénéfiques ; cependant, il est possible que d'autres se révèlent néfastes à moyen ou long terme. D'une façon ou d'une autre, les modes de vie des gens sont en train de connaître d'importants changements. Inévitablement, dans cette évolution il y aura des gagnants et des perdants. Certaines personnes réussiront à s'adapter mieux que d'autres et il est fort possible que le changement climatique aboutisse à une situation totalement inédite de polarisation des richesses et du bien-être.

Source: ADAPTIVE/Oxfam

¹ Le projet ADAPTIVE est basé aux universités d'Oxford et de Sheffield au Royaume Uni. Le projet est financé par le Tyndall Centre for Climate Change avec le soutien, entre autres, d'Oxfam et de Save the Children. Il collabore avec le Climate System Analysis Group (Groupe d'Analyse du Système Climatique) de l'Université de Cape Town en Afrique du Sud. Pour plus d'informations, contacter le Professeur David Thomas (david.thomas@ouce.ox.ac.uk) ou le Dr Chasca Twyman (C.Twyman@shef.ac.uk).

L'AFRIQUE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Renouveler les moyens d'existence face au changement climatique et aux bouleversements au Mozambique rural

Malgré la guerre civile, les importantes inondations et la sécheresse, le Mozambique apparaît au 21^{ème} siècle comme un pays de progrès et de possibilités, le fer de lance du renouveau en Afrique. Le programme de recherche ADAPTIVE ¹ a eu pour but d'étudier comment la population rurale s'est adaptée à ces perturbations afin que les communautés rurales puissent être assistées plus efficacement face aux futurs changements, en particulier le changement climatique.

L'étude s'est centrée sur la communauté de Nwadjahane dans la province de Gaza, dans le sud Mozambique. Le village s'est développé dans les années 1980 à la suite des déplacements des régions voisines pendant la guerre civile. Au fil des années, les villageois ont dû vivre dans un contexte d'instabilité politique et économique, avec la sécheresse, de fortes inondations ainsi que les dégâts causés par les tempêtes. Malgré ces circonstances les villageois ont mis au point des moyens créatifs et innovants pour faire face et s'adapter aux incertitudes et aux changements.

Réorganiser les réseaux sociaux afin de conserver des moyens d'existence viables et adaptés

Les réseaux sociaux représentent les liens et les relations que les individus et les foyers entretiennent avec leurs familles, leurs voisins ou leurs amis. A Nwadjahane, ils ont changé et évolué au cours des vingt dernières années. Un des changements les plus significatifs est qu'on est passé d'un système de paiement en argent contre de l'aide sur la ferme à des formes « traditionnelles » de troc sans argent comme l'échange de travail. Les villageois expliquent cela par le fait qu'il y a moins d'argent en circulation dans l'économie locale (dû à des phénomènes économiques plus larges) et de l'évidente augmentation du nombre de perturbations climatiques. Des sécheresses, inondations et orages de plus en plus fréquents ont comme conséquence une baisse du revenu tiré des récoltes, ou encore le besoin de plus de main d'œuvre pour replanter, remettre en état les récoltes ou réparer les infrastructures. Une des conséquences positives de ce changement est le renforcement de la solidarité entre voisins.

Prendre en compte la diversité géographique pour répartir les risques

A Nwadjahane, les villageois exploitent à la fois les basses-terres fertiles grâce à l'irrigation et les champs arides et sablonneux d'altitude. Les inondations et les sécheresses de plus en plus fortes au cours des deux dernières décennies ont entraîné l'augmentation des demandes de lopins de terre dans *les deux* régions.

Bien que les basses-terres donnent de bonnes récoltes de riz, de légumes et de pommes de terres, elles peuvent être détruites par les inondations. Les régions de moyenne montagne donnent de bonnes récoltes de maïs et de manioc pendant les années d'inondation. Toutefois, pendant les années de sécheresse ces régions sont moins productives, obligeant les familles à se tourner vers les productions de basses- terres. Les foyers ne possédant de terres que sur l'une ou l'autre des régions ont commencé à organiser des associations non-officielles pour faire pression sur les responsables de l'allocation des terres, et ont ainsi réussi à obtenir de nouvelles zones à exploiter. Ceci est particulièrement important pour les foyers à faible revenu car cela leur permet de partager une partie des coûts et des risques de production, augmentant ainsi leur résistance aux sécheresses et inondations. Les agences pour le développement apprendront que l'aide extérieure envers ces systèmes de culture doit prendre soin à ne pas favoriser un type d'agriculture par rapport à un autre car c'est leur combinaison qui facilite la résilience face aux bouleversements climatiques.

De nouvelles pratiques agricoles

Ces associations sont désormais le cœur des pratiques agricoles expérimentales et innovantes. En travaillant en groupe, les villageois repartissent les risques des nouvelles pratiques et technologies et apprennent à travers les essais, les erreurs et l'expérimentation. Les fermiers ont ensuite pu mettre en pratique ces succès sur leurs propres fermes. A titre d'exemple, 45% des personnes interrogées disent avoir opté pour des espèces de riz, de maïs, de manioc ou de patate douce plus résistantes à la sécheresse au cours des 6 dernières années suite à des échanges d'informations dans et en dehors des associations. Les associations font tampon contre les risques initiaux, les foyers riches et pauvres pouvant réaliser ces expérimentations. Les associations sont également très populaires auprès des groupes de femmes en renforçant leur position dans la communauté agricole. Avec l'aide des agents de vulgarisation, ce genre d'initiative peut renforcer les moyens d'existence face au changement climatique et rendre ces activités de subsistance plus rentables et sûres.

Comment mieux soutenir les moyens d'existence dans un contexte de changement?

Dans la communauté Nwadjahane, les individus, les foyers ainsi que les regroupements formels et informels cherchent des moyens de réduire leur vulnérabilité face aux perturbations et d'augmenter la résilience de leurs moyens d'existence. Certaines adaptations viennent directement de l'expérience d'événements climatiques extrêmes, mais de nombreuses autres ont pour origine une combinaison de problèmes climatiques, environnementaux, économiques, politiques ou culturels. L'étude montre que nous devons prendre le changement climatique sérieusement mais que cela *doit* être considéré à travers le contexte quotidien des populations.

Le gouvernement Mozambicain reconnaît la nécessité d'aider les initiatives locales à mettre en place la résilience, les stratégies nationales vont délibérément dans ce sens. Certains secteurs de l'agriculture sont encouragés à commercialiser à grande échelle, tandis que les petits propriétaires sont encouragés à participer au niveau local pour développer le potentiel humain nécessaire au renouveau des moyens d'existence. En conclusion le changement climatique n'est pas considéré à part, il

fait partie d'un tout; il est donc étudié à l'intérieur du contexte, plus large, des problèmes de développement.

¹ Le projet ADAPTIVE est basé aux universités d'Oxford et de Sheffield au Royaume Uni. Le projet est financé par le Tyndall Centre for Climate Change avec le soutien, entre autres, d'Oxfam et de Save the Children. Il collabore avec le Climate System Analysis Group (Groupe d'Analyse du Système Climatique) de l'Université de Cape Town en Afrique du Sud. Pour plus d'informations, contacter le Professeur David Thomas ou le Dr Chasca Twyman (david.thomas@ouce.ox.ac.uk, C.Twyman@shef.ac.uk).

Up in Smoke (embrasement) 2: étude de cas d'Oxfam: le changement climatique et le conflit au Nord Ouest du Kenya *N.B. TEXTE DU 4 MARS REVU SUITE AUX REMARQUES DU KENYA

Le style de vie des Turkana - nomades pastoraux mettant de grands troupeaux de bétail en pâturage sur la savane aride au nord ouest Kenya - est menacé depuis longtemps par les pressions politiques extérieures. Leur mobilité a été réduite par des frontières coloniales arbitrairement imposées, et les gouvernements modernes n'ont pas fait grand chose pour les aider.

Aujourd'hui c'est la survie même des Turkana qui est menacée par de puissantes forces hors de leur contrôle. Le climat semble s'assécher et devient un facteur déclencheur de conflit entre les Turkana et leurs voisins, au moment même où des groupes armés étrangers, et une multitude d'armes automatiques se répandent en provenance des conflits incessants au sud du Soudan et au nord de l'Ouganda voisins.

Dans la lignée du changement climatique en Afrique sub-saharienne, les sécheresses au nord ouest Kenya semblent être plus longues et plus fréquentes. Les Turkana leur donnent des noms. Le dernier est *Kichutanak*, qui a commencé en 1999. Cette sécheresse perdure, avec quelques petites pluies sporadiques, jusqu'à aujourd'hui (mars 2005). *Kichutanak* signifie « tout a été balayé, même les animaux ». Les Turkana s'étaient à peine remis de la sécheresse précédente qui dura quatre ans de 1992 à 1995 appelée *Longuensil*, ce qui signifie « quand l'homme sans jambes d'Oxfam est arrivé », en référence à un membre d'Oxfam handicapé. En 1979 et 1980 survint *Lopiar* : « balayant tout sur son passage », qui dura deux ans. La grande sécheresse précédente – *Kimududu* (« le fléau qui tua les humains et le bétail ») avait eu lieu en 1970 - et en 1960, l'année appelé *Namotor* (« les os à nu »).

Les Turkana sont habitués à négocier la sécheresse et les pénuries alimentaires. Cependant, les sécheresses devenant plus fréquentes et plus longues, il devient plus difficile pour eux de se remettre d'une saison peu pluvieuse avant que la suivante ne soit déjà là. La pluie est moins prévisible qu'auparavant. Même au cours des plus longues sécheresses, les pluies tombaient à certains endroits et à certains moments. Par l'interprétation des signes de la nature, ils pouvaient prévoir quand et où la pluie allait tomber. Aujourd'hui, quand elle tombe, c'est de façon soudaine, violente et imprévisible.

Il y a toujours eu des tensions entre les Turkana et les autres groupes pastoraux au sujet de l'accès à l'eau et aux pâturages. Mais celles-ci ont se sont aggravées au fur et à mesure que les sources se sont asséchées et que les pâturages ont disparus. Parce que les nappes d'eau ne se sont pas réapprovisionnées, les régions humides auxquelles le Turkana pouvait traditionnellement avoir recours en temps de sécheresse ont considérablement diminuées. Le grand lac Turkana a lui aussi reculé.

Les disputes territoriales deviennent plus communes au fur et à mesure que le lac recule, changeant en même temps le paysage qui formait les frontières traditionnelles entre les groupes. La plupart de ces disputes sont réglées pacifiquement, mais dès qu'une partie ou une autre semble avoir cassé un accord, la confiance et la volonté de respecter les frontières disparaissent.

Les attaques de bétail sont également en relation avec la sécheresse. Les attaques font parti d'une stratégie de réapprovisionnement des troupeaux pendant et après une sécheresse. Une sécheresse plus longue et du bétail qui périt en plus grand nombre engendrent, par conséquent, plus d'attaques. L'an dernier, une attaque particulièrement importante a vu une coalition entre les Taposo du Soudan et les Dodoth d'Ouganda s'emparer d'une grande partie du bétail des Turkana. Bien sûr, ces attaques engendrent de nouveaux cycles de représailles.

La nette augmentation des violences et des meurtres est également relative aux changements dans la nature des conflits. Les armes et les balles sont bon marché et disponibles en grandes quantités, et les guerres dans les pays frontaliers donnent lieu à des formes brutales de prédation prenant la place des attaques « traditionnelles ». Les Turkana font face à des attaques de bandes armées et de rebelles hétéroclites dont les motivations sont le plus souvent de voler le bétail pour le revendre à profit. Ces attaques, contrairement à celles entreprises pour réapprovisionner les troupeaux, sont organisées à grande échelle et sont extrêmement violentes. Elles n'obéissent à aucunes des lois traditionnelles qui tendaient à limiter la violence.

En conséquence des sécheresses et de l'insécurité grandissante, les Turkana sont passés d'une situation dont ils pouvaient rester maîtres la plupart du temps à une situation où la destitution et la famine sont des dangers permanents. Les agences d'aide internationales comme Oxfam ont procuré de l'aide alimentaire et continuent à en procurer car les dernières pluies de la fin 2004 ont été inégales et peu nombreuses. L'approche adoptée par Oxfam n'est pas seulement de donner de la nourriture mais de lier santé humaine et animale ainsi que soutien et développement tout en aidant les institutions du Turkana, qui tentent de régler les problèmes des attaques trans-frontalières en réduisant les conflits et en utilisant des stratégies de consolidation de la paix.

(Source: Oxfam)

L'énergie

L'Afrique dispose d'un énorme potentiel en énergie renouvelable et en technologies liées à l'efficacité énergétique. Les ressources énergétiques comme la biomasse,

l'énergie hydraulique et géothermique sont abondantes. Le marché et les demandes en énergie durable sont considérables, en particulier dans les communautés les plus pauvres. Toutefois ces ressources et ces technologies restent largement inexploitées en raison de barrières politiques et financières ou d'entraves à l'entrée sur les marchés.

Près de la moitié des pays d'Afrique pourrait produire de l'énergie hydraulique, mais seulement 7 pour cent le font aujourd'hui à cause du manque d'infrastructures et des coûts initiaux d'investissements trop importants. Le continent ne compte que 1,3 pour cent des installations d'énergie solaire mondiales alors qu'une grande partie de la population survit sans électricité. Plus des trois quarts de l'Afrique sub-saharienne vit sans électricité, contre moins de 14 pour cent en Amérique Latine et en Extrême-Orient. ^{xlv}

Le défi consiste à ouvrir l'Afrique à des sources d'énergie propres et abordables qui lui permettent de ne plus avoir recours au développement énergétique « polluant » que les autres ont abandonné. Ces options énergétiques créent des opportunités d'emploi et de développement économique tout en aidant ces pays à se libérer de la dépendance au pétrole.

Les femmes africaines exclues du combat contre le changement climatique **lxvi**

Wangari Maathai, en recevant le Prix Nobel de la Paix le 10 décembre 2004 à Oslo, décrit les femmes africaines comme « les gardiennes originelles prenant en charge les responsabilités essentielles telles que le labour des champs et l'alimentation des familles ». Par conséquent ce sont les premières à se rendre compte des dégâts sur l'environnement – dont l'instabilité climatique – quand les ressources se font plus rares, et qu'elles éprouvent des difficultés à maintenir leurs familles en vie. La fondatrice du Green Belt Movement au Kenya mit l'accent sur le fait que les femmes impliquées dans le mouvement avaient planté entre 20 et 30 millions d'arbres en Afrique pour contrer la déforestation et ralentir l'avancée du désert. Elle proposa qu' « une approche holistique du développement, comme celle du Green Belt Movement, soit adoptée et reproduite sur une plus grande partie du territoire africain, voire au-delà ». Wangari Maathai a encouragé les gouvernements africains, dirigés principalement par des hommes, à plus d'efforts au sujet du changement climatique. Elle les a également encouragés à avoir plus de respect envers les savoirs traditionnels et envers l'expérience des femmes dans leur approche de tel ou tel problème.

Néanmoins, la réalité est que les femmes africaines ont un accès limité aux actifs productifs, y compris la terre, ainsi qu'aux autres outils utiles à la production tel que le crédit et l'éducation. Le travail des femmes est déconsidéré jusque dans la production alimentaire. En Afrique sub-saharienne les femmes produisent plus de 80 pour cent des récoltes en ne possédant qu'un pour cent des terres. Quand une femme possède des terres, celles-ci sont plus petites et moins fertiles que celles des hommes. Des « réformes » agraires ont souvent remplacé des systèmes complexes de droit commun ou de tradition locale, voire législatif de distribution et d'occupation des terres grâce auxquels les femmes conservaient certains droits. Les titres des nouvelles terres sont généralement enregistrés au nom d'un chef de famille de sexe masculin, sans égard pour la contribution économique de la femme à l'intérieur du foyer, pour leurs droits traditionnels ou pour le nombre croissant de femmes chefs de

famille. Les femmes africaines perçoivent moins de 10 pour cent des crédits alloués aux agriculteurs et un pour cent du crédit total alloué à l'agriculture.

Des promesses non tenues en matière de financement

Des propositions fermes avaient été faites lors du dixième anniversaire du Sommet Mondial de la Terre à Johannesburg en 2002. A cette occasion, les gouvernements se s'étaient mis d'accord sur une assistance aux pays africains au sujet du changement climatique. Le Plan d'Action de Johannesburg s'engageait à :

- « Combattre la désertification et réduire les effets de la sécheresse et des inondations...à travers la mise en place de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification dans les pays connaissant de graves sécheresses et/ou désertification, en particulier en Afrique, comme un outil pour l'éradication de la pauvreté ». (paragraphe. 6 (l))
- «Aider les pays africains à mobiliser des ressources suffisantes en vue de répondre à leurs besoins d'adaptation face aux effets préjudiciables des changements climatiques, des conditions météorologiques exceptionnelles, à l'élévation du niveau de la mer et à l'instabilité du climat, et aider à établir des stratégies nationales concernant les changements climatiques et des programmes en vue d'atténuer leurs effets au niveau national... ». (paragraphe.56 (k))
- « Apporter une assistance technique et financière aux pays africains en vue de renforcer leurs moyens institutionnels et humains, notamment à l'échelon local, pour une gestion efficace des catastrophes, y compris en matière d'observation et d'alerte rapide, d'évaluation, de prévention, de planification préalable, d'intervention et de secours ». (paragraphe.59 (a))
- «... En cas de grave pénurie d'eau, appuyer les efforts déployés pour mettre au point des techniques novatrices... » (paragraphe.60 (d))
- «Améliorer sensiblement et durablement la productivité agricole et la sécurité alimentaire... » (paragraphe.61)

Trois ans après, les communautés africaines se battent toujours pour faire face à l'instabilité du climat et aux événements météorologiques extrêmes, et les accords passés à Johannesburg restent largement ignorés. La différence entre la rhétorique et la réalité se creuse au fur et à mesure que l'on passe en revue les engagements réellement tenus par les pays riches gros pollueurs.

La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) exige que tous les pays signataires, en particulier les pays développés, aident les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, c'est à dire les Pays les Moins Développés (LDC) ainsi que les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), à s'adapter aux conséquences du changement climatique. ^{lxix}

Lors de la septième Conférence des Parties (COP7) de la Convention de Marrakech au Maroc en 2001, un fond spécial d'assistance aux LDC a été créé – le fond LDC – basé sur des contributions volontaires de la part des pays riches dans le but d'assister les LDC dans leur adaptation aux impacts éventuels du changement climatique. Les LDC représentent près de cinquante pays parmi les plus pauvres au monde, la majorité se situant en Afrique sub-saharienne.

Les mesures ont fourni 200 000 dollars à chaque pays pour la mise en place du Programme d'Action Nationale d'Adaptation (PANA). Cependant, en décembre 2004, les contributions au Fond pour les LDC s'élevaient seulement à environ 30 millions de dollars dont 12 millions pour la mise en place par les LDC du PANA, et seulement 21 millions disponibles pour l'exécution des mesures d'adaptation identifiées par le PANA.

Pour mettre ces chiffres en perspective, 380 millions de dollars seraient nécessaires pour protéger la zone côtière vulnérable de Dar es Salaam contre la hausse du niveau de la mer au cours du siècle selon le GIEC (Groupement Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat).^{Lxx} Parmi les contributions des membres du G8, 6,5 millions de dollars proviennent du Canada, 3,7 millions d'Allemagne, 0,3 millions de France et 1 million d'Italie. Dans le même temps la France débloque 748 millions pour ses services d'urgence hospitaliers après une estimation de 11 435 morts durant la vague de chaleur record de l'été 2003.^{Lxxi}

Par ailleurs plusieurs des pays les plus riches du G8 comme les Etats Unis, le Royaume Uni et le Japon, qui participent fortement aux émissions de gaz à effet de serre, n'ont pas encore donné un seul centime.

Les priorités d'Up in Smoke

Le premier rapport du Groupe de Travail sur le Changement Climatique et le Développement a présenté une vision commune des actions à mener face à la menace du réchauffement global sur le développement humain. Les propositions sont encore plus urgentes aujourd'hui qu'auparavant. La communauté de l'environnement et du développement, comme le reste de l'humanité, se trouve confrontée à trois défis superposés :

- 1 Comment arrêter et inverser la progression du réchauffement planétaire.
- 2 Comment vivre avec le degré de réchauffement planétaire impossible à arrêter.
- 3 Comment concevoir un nouveau modèle d'évolution et de développement de l'humanité à l'épreuve et sans danger pour le climat en donnant à tous une part équitable des ressources naturelles dont nous avons tous besoin.

Sur la base de ce constat, les plus urgentes priorités sont les suivantes :

- Une évaluation globale des risques concernant les coûts probables d'adaptation au changement climatique dans les pays pauvres.
- Répartir les nouveaux fonds et les autres ressources offertes par les pays industrialisés pour l'adaptation des pays pauvres sans oublier que les subventions des pays riches allouées à leurs industries domestiques de combustibles fossiles s'élevaient à 73 milliards de dollars par an à la fin des années 90.
- Des dispositions efficaces et performantes en réponse au poids de plus en plus important de l'aide en cas de désastre climatique.
- Des modèles de développement basés sur la réduction des risques comprenant des stratégies de prise en charge communautaire en matière d'adaptation et de prévention des désastres.
- Des campagnes de sensibilisation aux désastres avec une documentation produite au niveau local et disponible dans les langues locales.

- Des plans coordonnés dotés de ressources politiques, légales et financières appropriées, du niveau local au niveau international, pour la relocalisation des communautés menacées.

En plus de ces mesures, en tant qu'organisations s'efforçant d'améliorer le bien-être des Hommes confrontés à d'énormes défis, nous nous engageons à :

- Travailler pour une prise de conscience collective de la menace.
- Partager le meilleur de nos connaissances sur la manière d'organiser la résilience des humains et des écosystèmes et de vivre avec le degré de réchauffement planétaire devenu impossible à arrêter.
- Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour arrêter le changement climatique et aider à l'élaboration d'une solution mondiale juste reposant sur l'égalité humaine.

Oxfam fait partie du groupe de travail. Celui-ci compte d'autres membres comme ActionAid, Christian Aid, Friends of the Earth, Greenpeace, ITDG, Tearfund et le WWF (Worldwide Fund for Nature).